

Les acteurs de la société civile face aux enjeux de l'Education à l'Environnement et au Développement Durable au Maroc. Cas de l'Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre (AESVT)

Environmental and Sustainable development education challenges faced by civil society actors in Morocco. A case study of Association of Life and Earth Science Teachers (AESVT)

Par

Youssef SADIK

Professeur de sociologie

Université Mohammed V de Rabat

Maroc

Et

Widad Jodie BAKHELLA

Institut Supérieur International de

Tourisme de Tanger

Maroc



Les contenus de la revue ISSM sont mis à disposition selon les termes de la licence *Creative Commons Attribution* – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification (CC BY-NC-ND).

Résumé

À partir des années 1990, la société civile s'est fortement imposée au Maroc comme un véritable partenaire du développement économique et social du pays. Ses actions ont touché plusieurs secteurs et composantes de la société, ce qui lui confère un statut particulier dans les dynamiques sociétales que le Maroc a connues ces deux dernières décennies. Parmi les dossiers pris en charge par la société civile, l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) occupe une place importante. En effet, grâce à leur approche de proximité, le champ relatif aux questions d'éducation à l'environnement et au développement durable, et dans une moindre mesure aux questions de sensibilisation à l'environnement et au développement durable, s'avère être bien adapté à la démarche et au mode d'action des associations. Nous avons, ainsi, à travers cet article, cherché à comprendre et à analyser l'évolution de l'engagement associatif en rapport avec les questions de l'EEDD en prenant pour cas l'Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre (AESVT) qui nous semble plus que pertinent à cet égard pour montrer à quel point les acteurs associatifs ont pu développer leur expertise et institutionnaliser leurs actions en rapport avec ce domaine.

Mots clés : Éducation à l'Environnement et au Développement Durable, société civile, développement durable, AESVT.

Abstract

Since the 1990s, civil society has strongly established its presence in Morocco, as a true partner of the economic and social development of the country. Its actions have touched several sectors and components of society, which gives it a special status in the societal dynamics that Morocco has experienced in the last two decades. Among the issues supported by civil society, Education for the Environment and Sustainable Development (EEDD) occupies an important place. Indeed, thanks to their proximity approach, the field relating to environmental education and sustainable development issues, and to a lesser extent the issues of environmental and sustainable development awareness, proves to be well adapted to the associations approach and mode of action. We have thus, through this article, sought to understand and analyze the evolution of the associative commitment in relation to the issues of the EESD through the case of Association of Life and Earth Science Teachers (AESVT) which seems to us more than relevant in this sense, to show how much the associative actors have been able to develop their expertise and institutionalize their actions related to this field.

Keywords: Environmental Education and Sustainable Development, civil society, sustainable development, AESVT.

Introduction

Il ne peut être nié que le développement durable est devenu aujourd'hui une référence régulière dans différents discours et pratiques. Sa forte généralisation en fait un grand projet de société à l'échelle planétaire. À l'instar de nombreux autres pays dans le monde, le Maroc s'est engagé, suite à l'appel des instances internationales, sur la voie du développement durable. Cet engagement s'est concrétisé par la mise en œuvre d'un ensemble de politiques et de stratégies dans une approche intégrée, visant un développement humain et socio-économique durable, ce qui érige l'éducation en axe stratégique.

En effet, en 1992, lors du Sommet mondial sur le développement durable, il a été décidé d'intégrer le développement durable à tous les niveaux des systèmes éducatifs internationaux. Dans le contexte marocain, ces recommandations ont bel et bien fait écho. C'est ainsi que, le lien entre le développement durable et l'éducation a fait l'objet d'actions collectives croissantes à tous les niveaux. Ainsi, en dehors du cadre scolaire qu'évoque normalement le concept d'éducation, l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) figure désormais au niveau des priorités d'actions et des orientations stratégiques de différents départements ministériels, acteurs privés, mais aussi et surtout de plusieurs associations.

Le dynamisme de la société civile marocaine n'est plus à démontrer. Ses actions ont touché plusieurs secteurs et composantes de la société, ce qui lui confère un statut particulier dans les dynamiques sociétales que le Maroc a connues ces deux dernières décennies. Les approches d'intervention qui caractérisent les actions menées par la société civile marocaine ont également évolué pour faire face, de manière innovante, aux inerties accablantes qui ont freiné le développement endogène et durable de plusieurs structures et territoires (Sadik, 2015a).

La nouvelle constitution de 2011, dont s'est doté le pays, a également accordé une place importante aux acteurs de la société civile comme partenaire principal de l'État, ce qui leur a permis de bénéficier d'un plus grand champ d'action (Sadik, 2015b). Parmi les dossiers pris en charge par la société civile, l'EEDD occupe une place importante. En effet, grâce à leur approche de proximité, le champ relatif aux questions d'éducation à l'environnement et au développement durable et, dans une moindre mesure, aux questions de sensibilisation à ces questions, s'avère être bien adapté à la démarche et au mode d'action des associations. Par ailleurs, ces actions s'intègrent dans un cadre plus général, orienté par la volonté des pouvoirs

publics marocains de gérer et de contrôler la question de l'environnement et du développement durable en vue de répondre aux prescriptions internationales en la matière.

D'une manière générale, l'intérêt porté par les associations aux questions de la protection de l'environnement et du développement durable est un phénomène relativement récent au Maroc. Néanmoins, la plupart d'entre elles sont actuellement très actives dans le champ de l'éducation et de la sensibilisation à l'environnement et au développement durable avec, pour certaines, un ancrage local très fort. C'est le cas de l'Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre (AESVT) qui nous semble plus que pertinent à cet égard.

Nous cherchons donc, à travers cet article, à comprendre et à analyser l'évolution de l'engagement associatif en rapport avec les questions d'éducation à l'environnement et au développement durable au Maroc en s'arrêtant particulièrement sur le cas de l'AESVT. Pirotte (2010) souligne que d'une manière générale, les dynamiques externes non seulement impactent la vitalité des acteurs de la société civile, mais « *elles modifient également les rapports entre ces organisations et les pouvoirs publics qui ne peuvent plus se réduire à des analyses en termes de confrontation ou encore de substitution attendues par la logique des vases communicants (« moins d'État = + de société civile») mais laissent entrevoir des formes de concurrence ou de partenariat* » (Pirotte, 2010, sp). Ceci-dit, quelles relations s'instaurent entre les pouvoirs publics et les acteurs de la société civile qui œuvrent dans le domaine de l'EEDD au Maroc ? Et à quel point les acteurs de la société civile ont pu développer leur expertise et institutionnaliser leurs actions dans ce domaine ?

1- Les acteurs de l'EEDD au Maroc : un nombre en augmentation et un besoin de coordination

Au Maroc, la question d'éducation à l'environnement et au développement durable n'a pas bénéficié, à ses débuts, de l'appui financier et stratégique essentiels à son évolution (Girault et Fortin-Debart, 2006). Pour cela, c'est surtout en dehors de la sphère scolaire que l'EEDD s'est déployée (Girault et Fortin-Debart, 2006 ; 2008 ; Sauvé, 1997).

Les bases de l'école marocaine du 21^{ème} siècle sont spécifiées au niveau du document relatif à la Charte Nationale de l'Éducation et de la Formation (CNEF) de 1999. Toutefois, malgré

l'engagement fort du pays en faveur de l'environnement et du développement durable, aucune recommandation explicite appelant à l'intégration de l'EEDD n'est formulée au niveau de la CNEF. Cela est dû, d'après El Hajjami et al. (2010), d'une part, au contexte politique et socioculturel qui régnait, au cours des années 1990, et qui était marqué par la montée en puissance d'un courant militant pour le respect et la promotion des droits de l'Homme via une approche éducative. Et, d'autre part, au fait que la dimension éducative qui se rapporte aux questions environnementales ne constituait pas à l'époque une priorité ni même une finalité pour le pays. Ce qui a permis à quelques acteurs de la société civile de compenser le vide qu'il y avait à ce niveau et de se positionner très tôt par rapport à ce créneau. « *Le milieu associatif devient ainsi un vecteur de publicisation de ce problème social délaissé ou minimisé par l'État* » (Boutrais, 2015, p.242).

Dès le début des années 1990, apparaissent donc des acteurs associatifs dont l'objectif est de contribuer à la lutte contre la pauvreté et le soutien du processus de développement humain respectueux de l'environnement, à travers, notamment des actions d'éducation et de sensibilisation à l'environnement et au développement durable (l'association Enda Maghreb en est l'exemple). Dans la même perspective, des enseignants du secondaire ont créé « l'Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre » (AESVT) en 1994. À partir de 1999, le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique, après avoir signé de nombreuses conventions de partenariat avec les acteurs de la société civile, a commencé à interpellier les établissements en vue d'intégrer l'Éducation Environnementale à tous les niveaux de l'enseignement scolaire (Khzami et Ben-Fares, 2009). Néanmoins, même si les activités d'EEDD sont établies par le Ministère de l'éducation nationale, en pratique celles-ci dépendent fortement de l'engagement et du financement de parties tiers (Birouk et Menioui, 2007). D'ailleurs, le ministère en question a dû, dans le cadre du plan d'urgence (2009-2011), créer une association d' « appui de l'école de la réussite » "□□□□□□ □□□□□□ □□□□" à travers laquelle il a été possible de financer modestement un ensemble de clubs de l'environnement au niveau des écoles publiques, ce qui leur a permis de fonctionner.

De son côté, le Ministère chargé de l'Environnement, dans le cadre de relations de partenariat avec les institutions publiques et les acteurs de la société civile¹, travaille activement sur la vulgarisation des concepts liés au développement durable chez les élèves et les jeunes, et sur le renforcement des capacités des animateurs des clubs d'environnement dans les établissements scolaires, les maisons de jeunes et les Centres d'éducation à l'environnement de certaines ONG actives dans le domaine.

Il est à noter que ce n'est qu'après l'impulsion royale, que l'intérêt pour les questions de l'environnement s'est véritablement officialisé, notamment après la tenue de la Cop7 en 2001 à Marrakech. À partir de là, l'environnement et l'éducation environnementale sont apparus au niveau des programmes gouvernementaux, comme à travers la création de services et de départements qui se chargent de la question de l'éducation et de la sensibilisation à l'environnement au sein de différents ministères. Par ailleurs, en 2005, le lancement de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) a, à son tour, donné une autre impulsion à cette dynamique (Sadik, 2015). Celle-ci a notamment permis d'appuyer financièrement un ensemble de projets environnementaux. En outre, l'adoption de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable (CNEDD) en 2010 et d'un ensemble d'autres textes opératoires, a permis de doter l'EEDD d'un cadre opératoire permettant aux acteurs d'avoir l'outillage requis pour agir sur les réalités complexes du terrain. L'éducation à l'environnement et au développement durable a profité également de la montée des initiatives des entreprises qui parrainent des écoles publiques ou des associations ou encore des initiatives citoyennes. Les pratiques se professionnalisent davantage et les projets financés embrassent de plus en plus rigueur et efficience.

Il est à souligner, d'autre part, que toutes ces actions s'intègrent dans un cadre plus général, orienté par la volonté des pouvoirs publics de gérer et de contrôler la question de l'EEDD en vue de répondre aux prescriptions internationales en la matière. D'où, la création du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE), institutionnalisé pour la première fois par la Constitution de 1992, mais aussi et surtout, la création en 2001 de la Fondation Mohammed VI (FM6) pour la protection de l'environnement, une ONG reconnue d'utilité publique, créée par le Roi du Maroc et présidée par la Princesse Lalla Hasnaa. La FM6, en s'inscrivant aux objectifs

¹ Notamment avec le Ministère de l'Éducation Nationale, le Ministère de la Jeunesse et Sports, la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'Environnement, l'Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre (AESVT), ainsi que d'autres associations actives dans le domaine de l'EEDD.

fixés par les Sommets de RIO 1992 et 2012, ainsi qu'à Johannesburg en 2002 en termes d'éducation pour le développement durable auxquels le Maroc a souscrit, place les enjeux de l'éducation et de la sensibilisation à l'environnement et au développement durable, au cœur de sa mission², en s'adressant à tous les publics et en intervenant comme mobilisateur et fédérateur des actions d'autres acteurs notamment d'associations œuvrant dans le même créneau.

Cette pluralité d'acteurs œuvrant dans le champ de l'EEDD, fait qu'en matière de politiques publiques il existe une grande faille en termes de coordination d'actions. En effet, de nombreux acteurs nationaux intègrent des perspectives d'éducation ou, dans une dimension limitée, de sensibilisation, à l'environnement et au développement durable (Ministères, ONG, sociétés, collectivités locales, etc.). C'est ainsi que, d'un point de vue institutionnel, cette question reste tout de même disparate. D'abord, par la nature des attributions, la division des tâches et des prérogatives entre les différents départements ministériels. La question est dans ce sens, à cheval entre plusieurs intervenants. Ensuite, la question d'EEDD manque de cohérence. Chaque acteur parle son propre langage et en développe sa propre conception dans l'absence d'une vision stratégique globale de l'EEDD au Maroc. Ceci n'est pas visible au niveau du discours certes, où nous avons au contraire des plateformes théoriques abstraites et des textes cohérents, mais qui se confrontent en pratique à un problème de vision concertée.

2- L'associatif et l'EEDD : des appropriations multiples et des relations de concurrence et d'alliances

D'une manière générale au Maroc, le rôle de la société civile ne se réduit plus uniquement à contester les politiques de l'État (Sadik, 2015a). Celle-ci se présente désormais comme un véritable partenaire du développement économique et social du pays. Il serait important de rappeler aussi que le paysage associatif marocain n'a que depuis les années 1990, connu une très forte effervescence et une grande hétérogénéité, et ce au vu des « *changements qui ont affecté la fonction et le rôle de l'État, les politiques publiques et l'économie à l'échelle mondiale* » (Ouard, 2014, p.1), mais également « *par la présence au Maroc de programmes d'aide et de développement initiés par des organisations internationales telles que le PNUD ou l'UNESCO* » (Mengad, 2014). C'est ainsi que, les modes d'action du tissu associatif et leurs domaines d'intervention se sont considérablement élargis.

² <http://www.fm6e.org>

Le mouvement associatif au Maroc est relativement jeune. Néanmoins, le nombre souvent avancé pour quantifier les associations est estimé à plus de 90 000 (El Hachimi, 2014 ; Linossier et al., 2014). Dans ce foisonnement, le nombre d'associations qui interviennent sur l'EE³ et l'EDD s'est considérablement accru. « *On peut dire que le plus grand nombre d'ONG au Maroc mettent dans leur statut le concept d'Education à l'environnement, parce que c'est devenu presque une mode* » (Communication personnelle, octobre 2015, cité dans Bakhella, 2017, p.124). Certaines sont même considérées aujourd'hui comme étant bien expérimentées en matière d'EEDD. C'est l'exemple de l'Association Marocaine pour l'Ecotourisme et la Protection de la Nature (AMEPN), la Société Protectrice des Animaux et de la Nature (SPANNA), l'Association Marocaines des Petits Débrouillards, et de l'AESVT et Enda Maghreb qui, de par leur « expertise », assurent le rôle d'appui à d'autres ONG en la matière.

D'une manière générale, la dénomination des associations peut refléter des différences en termes de domaines d'activités. Quoique, d'une part, certains concepts reviennent particulièrement avec acuité (développement, droit de l'Homme, culture, éducation, éducation environnemental, développement durable) (El Houdaigui, 2004), et d'autre part, des changements permanents peuvent s'opérer au niveau des statuts des différentes associations, par conviction ou par stratégie, pour suivre « la mode » en termes de priorités internationales et bénéficier de sources de financement.

Par ailleurs, Ennaji (2010) distingue deux formes d'organisation de la société civile au Maroc. Celles qui militent pour le respect des droits de l'Homme et des valeurs démocratiques, et celles qui veillent à combler les lacunes de l'État en termes de développement économique et social. C'est à cette deuxième catégorie que l'on peut associer les associations qui œuvrent dans le domaine de l'éducation, et plus spécifiquement de l'EEDD. L'État marocain compte beaucoup sur ces associations pour la mise en œuvre de sa politique, en leur offrant, dans la plupart des cas, les moyens d'agir dans un cadre collaboratif. Cela nous a été précisé par un responsable au niveau du Ministère de l'environnement : « *On travaille en symbiose avec la société civile, on équipe les associations, on forme des animateurs, qui deviennent eux-mêmes des formateurs* » (Communication personnelle, janvier 2015, cité dans Bakhella, 2017, p.105). Le secteur associatif et d'éducation non formelle, qui travaillaient au début à titre individuel, a connu une

³ Éducation à l'Environnement

grande évolution en nombre, passant d'une centaine d'associations au début des années 2000, à plus de 2000 associations en 2013⁴, ce qui a fortement permis de mobiliser les ressources et les différents acteurs autour de l'EEDD. Ces associations se distinguent également par une grande diversité. Birouk et Menioui (2007) en précise deux types :

- Une première catégorie constituée d'une majorité d'associations jeunes et à très large champs d'action, qui par manque de moyens financiers et de personnel qualifié favorisent la polyvalence souvent comme « *choix stratégique, parfois de survie, qui consiste pour l'association à se déclarer avec un profil polyvalent, susceptible de mieux répondre aux opportunités de financement et de projets en coopération, en partenariat avec les institutions nationales et internationales* » (Birouk et Menioui, 2007, p.112) ;
- Et une deuxième catégorie qui comprend des associations plus anciennes, plus expérimentées, parfois à portée nationale, disposant de sections locales, comme l'AESVT et la SPANA, qui de par leur expérience, appuient d'autres associations pour la mise en œuvre de leurs actions d'EEDD.

En ce qui concerne les actions entreprises par ces associations. Celles-ci varient de la simple sensibilisation, à des actions d'éducation et de formation à l'environnement et au développement durable. Les actions de sensibilisation prennent la forme notamment d'actions de plaidoyer et d'activités de conscientisation et de communication. Tandis que, les actions d'éducation prennent la forme d'activités physiques dans les établissements scolaires, à travers la création ou l'encadrement de clubs et de centres de l'environnement, la production d'outils de communication, le renforcement des capacités des ONG en matière d'EEDD, l'animation d'ateliers et de rencontres scientifiques, etc. (Birouk et Menioui, 2007).

Pour réaliser ces actions, différentes relations s'instaurent entre les pouvoirs publics et les acteurs de la société civile qui œuvrent dans le domaine de l'EEDD. Celles-ci peuvent, d'après nos observations, prendre deux formes principales :

UNE RELATION DE COMPLÉMENTARITÉ ET D'ENTRAIDE :

Des relations de complémentarité et d'entraide s'opèrent entre les pouvoirs publics et la société civile en vue de mettre en œuvre les actions d'EEDD. C'est l'exemple du Ministère chargé de l'environnement qui, tout en disposant de moyens techniques et financiers importants, est en

⁴ <http://www.environnement.gov.ma>

carence de ressources humaines et se trouve ainsi, obligé de travailler en symbiose avec la société civile qui, elle, manque de moyens notamment en termes de savoir scientifique et technique et des supports et outils pédagogiques en relation avec les domaines de l'environnement et du développement durable. *« On est peu ressourcés en ressources humaines. On ne peut pas couvrir tout le territoire national. On opère à travers des associations. On les encadre, on forme des animateurs etc. »* (Communication personnelle, janvier 2015, cité dans Bakhella, 2017, p.106).

Les associations peuvent ainsi jouer le rôle de prestataires de services pour le compte des pouvoirs publics à travers des relations de partenariat notamment avec les ministères. Un responsable au niveau du Ministère chargé de l'environnement nous a précisé dans ce sens :

« Nous avons créé un espace dédié à l'EEDD au sein du Ministère de l'environnement [...] on a trouvé qu'il y a des associations qui interviennent dans les écoles à titre individuel, on s'est dit, on va les rassembler pour s'entraider. Il y a l'AESVT, l'Association Marocaine des Petits Débrouillards. Ils viennent avec leur ateliers sur l'énergie, le littoral, donc on travaille en symbiose » (Communication personnelle, janvier 2015).

Il ajoute : *« on travaille aussi avec la Fondation Mohammed VI dans son programme 'éco-écoles'. Nous, on aide l'école avec les clubs de l'environnement, le matériel, les animateurs formés pour pérenniser les acquis »* (Communication personnelle, janvier 2015). De par leur spécialisation et leur ancienneté, certaines associations se sont, ainsi, facilement transformées en un cercle d'expertise entretenant avec les autres parties prenantes de fortes relations de complémentarité et d'entraide.

UNE RELATION DE CONCURRENCE OU DE RÉSISTANCE :

À la base, le système politique marocain n'accepte pas un acteur politique concurrent. *« En revanche, il admet le développement d'associations de services et de prestations. Le jeu politique est contrôlé et organisé d'en haut »* (Mengad, 2014⁵). Les domaines d'intervention des acteurs de la société civile doivent ainsi, suivre le schéma national, et dépendent souvent de projets et de financements nationaux et internationaux.

⁵ www.libreafrique.org

Il a déjà été souligné plus haut, qu'en termes d'EEDD, toutes les actions s'intègrent dans un cadre général orienté par la volonté des pouvoirs publics à la fois de gérer et de contrôler cette dynamique en vue de répondre aux prescriptions internationales en la matière. D'où, la création du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) et de la Fondation Mohammed VI (FM6) pour la protection de l'environnement pour, entre autres, mobiliser et fédérer les actions des autres acteurs notamment d'associations œuvrant dans le même créneau.

La multitude d'acteurs en présence, fait qu'en pratique, des situations de concurrence en matière d'EEDD pourraient surgir, notamment entre les associations et les acteurs publics. Nous citons, à cet égard, les propos d'un Directeur au niveau du Ministère de l'éducation nationale : *« les programmes regroupent plusieurs acteurs. Des fois, on trouve que c'est l'ONG qui est chef de fil, alors que le Ministère de l'environnement et le Ministère de l'éducation nationale sont pour moi les deux acteurs principaux. Le dernier mot doit leur revenir »* (Communication personnelle, janvier 2015, cité dans Bakhella, 2017, p.108). Comme il pourrait y avoir, dans certains cas, des situations de résistance pas nécessairement verbalisée. Un acteur associatif nous précise dans ce sens :

« On avait recruté des professeurs pour l'élaboration d'une stratégie d'EEDD [...] Le travail a été fait dans sa globalité. Le chef de fil était Enda Maghreb et l'AESVT [...]. La stratégie est là mais la mise en place ! Logiquement puisque les acteurs institutionnels sont partenaires ils devaient à un certain moment s'approprier la stratégie » (Communication personnelle, avril 2015, cité dans Bakhella, 2017, p.108).

D'autre part, c'est entre les différentes ONG que la concurrence peut s'établir, notamment en relation avec la recherche de financements. Ce qui entrave la coordination des actions entre les différents intervenants : *« Au niveau des ONG, il y a une certaine concurrence. Toutes veulent être les meilleures en termes d'EEDD. Ça empêche la coordination »* (Communication personnelle, avril 2015).

La force de ces enjeux de concurrence entre les acteurs de la société civile est alimentée par le souci d'assurer la viabilité de leurs actions (financements, adhésion). À ce niveau, c'est les associations les plus anciennes et donc, les plus expérimentées en la matière qui sont les plus actives et les plus sollicitées par les pouvoirs publics. C'est le cas, entre autres, de l'AESVT sur lequel nous nous attarderons dans les paragraphes qui suivent.

3- L'AESVT et l'EEDD : Une expérience accumulée et une capacité d'expertise développée

Autour des questions d'ordre pédagogique et éducatif, l'AESVT a tenté de vulgariser les concepts et les bonnes pratiques environnementales au grand public et en milieu scolaire. Depuis sa création en 1994, l'association n'a cessé de grandir, tout en diversifiant ses approches pour se positionner comme acteur incontournable dans ce créneau.

L'AESVT est née suite à l'initiative d'enseignants des sciences de la vie et de la terre pour travailler sur trois aspects qui relèvent de leur formation et leurs compétences. Il s'agit de l'éducation à l'environnement, de l'éducation à la santé, et des Sciences de la Vie et de la Terre (SVT). Au départ, les actions de l'association se limitaient géographiquement à la ville de Casablanca, mais afin de faire émerger ses domaines d'activité comme problème public, l'AESVT a choisi de se structurer au sein d'un réseau pour consolider ses ressources et avoir plus de poids sur les décisions politiques.

« Les principaux objectifs de l'association c'est de contribuer au développement des SVT mais aussi d'être une force de proposition pour le ministère de l'éducation nationale [...] Mais la mission principale de l'AESVT reste l'éducation environnementale pour accompagner les grands projets de développement durable et d'environnement qui sont actuellement développés au Maroc ⁶ ».

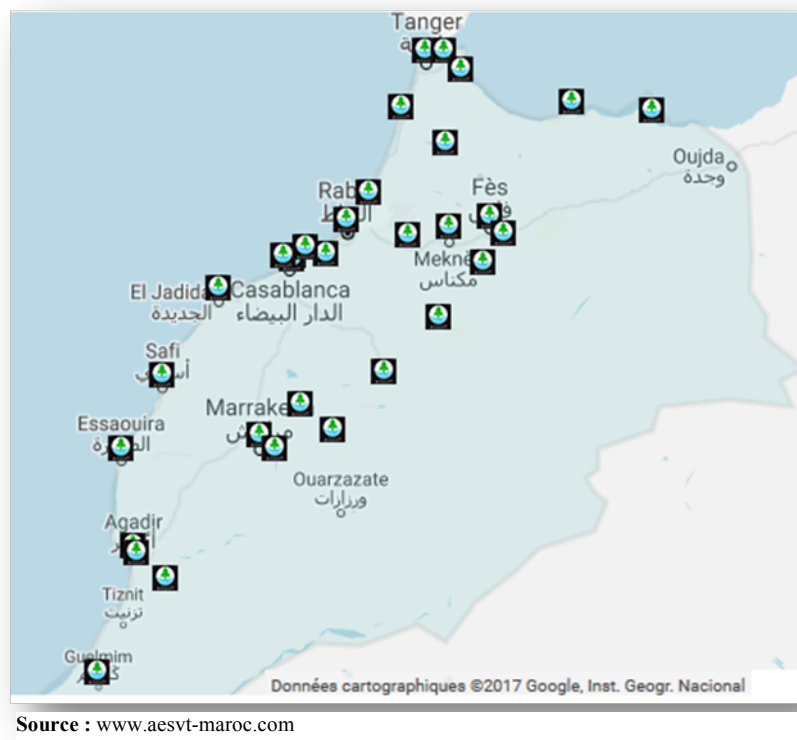
Au fur et à mesure, l'étendu géographique de l'association s'est élargi à d'autres régions pour occuper l'ensemble du territoire national (Carte.1), en multipliant ses locaux et ses ressources humaines. Elle a réussi aujourd'hui à avoir une portée nationale, étant constituée d'un réseau de 35 sections partout au Maroc. Elle regroupe plus de 2000 membres actifs, 10 000 volontaires, et gère un réseau de 18 Centres d'Éducation à l'Environnement (CEE). Quant aux ressources humaines mobilisées, elles avoisinent les 312 responsables élus, 1800 adhérents et 13 salariés permanents et exécutants⁷. *« L'AESVT a été créée et s'est développée grâce à un programme*

⁶ Entretien avec Abderrahim Ksiri, Président de l'AESVT, sur le journal Le Soir Echos (Maroc), publié le 05-03-2013 [En ligne].

⁷ www.aesvt-maroc.com

continu de formation en éducation à l'environnement, des échanges avec des partenaires nationaux et internationaux⁸ ».

Carte 1 : Réseau des Centres d'Éducation à l'Environnement de l'AESVT



Elle a de ce fait, inventé de nouveaux modes d'action en ajustant son interaction avec les pouvoirs publics afin de s'adapter aux changements du contexte socio-politique. Trois conventions de coopération ont ainsi été signées avec le Ministère de l'Éducation Nationale qui met, à cet effet, à disposition de l'AESVT des locaux qui servent de Centres d'éducation à l'environnement, et ce à travers des conventions d'application qui lient les sections de l'association et les délégations du Ministère de l'éducation au niveau des différentes régions du pays.

« Les centres sont des structures éducatives nécessaires pour tout système qui vise des actions durables. Ils ont été initiés en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale et d'autres partenaires. Nous avons ouvert 18 centres d'éducation à l'environnement au Maroc. Nous y organisons des animations et des ateliers de

⁸ Entretien avec Abderrahim Ksiri, Président de l'AESVT, sur le journal Le Soir Echos (Maroc), publié le 05-03-2013 [En ligne].

formation au profit des écoliers, des lycéens des enseignants et des ONG, sans compter les forums et les expositions sur différentes thématiques comme les changements climatiques, sur l'eau, la culture scientifique. Ces expositions sont initiées en collaboration avec l'Institut français⁹ ».

L'aménagement et l'équipement des centres d'éducation à l'environnement sont, quant à eux, assurés par les sections de l'AESVT, en s'appuyant sur les ressources financières issues, en plus des cotisations des adhérents, de financements de bailleurs de fonds, de subventions des secteur publics et privés, et des contributions des bénéficiaires de certaines actions de l'association.

D'autre part, afin d'élargir son terrain d'action et gagner en efficacité, l'AESVT a su déployer des répertoires d'action novateurs. Elle a ainsi actualisé et renforcé ses liens avec les acteurs publics et privés ainsi qu'avec les médias. « *Au Maroc, l'AESVT essaye d'intégrer cette notion au niveau du système éducatif et à travers les médias pour inciter les populations au respect de l'environnement¹⁰* ». Elle a également travaillé sur ses approches pour mobiliser de plus en plus des démarches de gestion novatrices (l'approche systémique, la Gestion Axée sur les Résultats, l'approche participative, l'approche genre, la démarche projet, etc.). En outre, au fur et à mesure que l'association s'agrandissait, de nouveaux modes organisationnels se sont imposés :

« En adoptant une bonne répartition du travail et la responsabilisation totale des membres et des sections locales, l'AESVT a pu : Appliquer un système démocratique permettant aux membres les plus actifs et qui ont un apport intéressant de prendre les responsabilités au sein de l'association¹¹ ».

On peut remarquer également, une forte utilisation de tout ce qui est Technologie d'Information et de Communication (TIC), en plus d'une forte présence sur les réseaux sociaux. L'association s'est, à cet égard, dotée d'une page *facebook* où elle communique en permanence sur ses activités, comme elle s'est dotée d'une chaîne *youtube* au niveau de laquelle il s'agit à la fois, de communiquer sur les actions de l'association en matière d'EEDD, et de sensibiliser le grand public au respect de l'environnement, à travers la promotion d'actions responsables telles la

⁹ Entretien avec Abderrahim Ksiri, Président de l'AESVT, sur le journal Le Soir Echos (Maroc), publié le 05-03-2013 [En ligne].

¹⁰ *Ibid*

¹¹ *Ibid*

gestion et le tri des déchets, les opérations de nettoyage, etc. Comme, elle parraine également d'autres initiatives et émissions de sensibilisation dans ce sens.

Il faudrait souligner, qu'au moment de sa création, le principal objectif de l'AESVT était de contribuer au développement des Sciences de la Vie et de la Terre en tant que matière enseignée. Comme elle s'est, en parallèle, donnée pour mission d'éduquer à l'environnement et à la santé. Plus récemment, « *pour accompagner les grands projets de développement durable et d'environnement qui sont actuellement développés au Maroc*¹² », elle a actualisé son discours, sa vision et ses missions autour d'une préoccupation plus large, qu'est le développement durable. Ainsi, la vision actuelle de l'association est aujourd'hui de « *contribuer à l'édification d'une société moderne et solidaire conformément aux principes et valeurs du développement durable. Devenir une référence nationale en éducation au développement durable*¹³ ». Désormais, c'est plus l'EEDD qui surgit au niveau de tous les supports de communication de l'association, et au niveau des activités qu'elle entreprend.

D'une manière spécifique, s'agissant des activités de l'AESVT en matière d'EEDD, le répertoire d'actions développées par l'association face aux multiples acteurs en présence est varié et multidimensionnel. « *La variété des pratiques associatives est révélatrice des capacités de réorientation de l'action collective face aux contraintes nouvelles de leur champs d'action* » (Boutrais, 2015, p.252). De l'éducation, à l'encadrement, la sensibilisation, l'organisation de manifestations, de formations, de sorties, les actions de plaidoyer, le développement de projets scientifiques, la conception et la production d'outils et de supports pédagogiques, etc. Cette palette élargie d'activités passe indéniablement par l'ajustement des stratégies d'actions, notamment en rapport avec l'appropriation et l'utilisation des TIC, le développement de relations de partenariats avec les différents acteurs, l'ouverture sur l'international, etc. « *Elles témoignent de l'inventivité de ces collectifs, aussi bien sur le plan politique, qu'organisationnel et cognitif* » (Boutrais, 2015, p.252-253).

L'AESVT s'est ainsi, petit à petit et de par sa spécialisation, transformée en un cercle d'expertise entretenant avec les pouvoirs publics et les institutions parapubliques de vraies

¹² *ibid*

¹³ www.aesvt-maroc.com

relations de complémentarité. Un responsable au niveau du Ministère de l'environnement nous l'a d'ailleurs affirmé en notant :

« On a trouvé que la meilleure association qui travaille dans ce sens est l'AESVT. On a conclu un partenariat. L'AESVT a des centres de l'environnement qui reçoivent beaucoup d'élèves, de jeunes. On les équipe, on forme les animateurs, et ils sont devenus à leur tour des formateurs. Donc ils nous aident » (Communication personnelle, janvier 2015).

Cela étant, le discours comme les positions prises par l'association vis-à-vis des politiques publiques restent plutôt « dociles » et ne font guère savoir le moindre différent quant aux choix et aux stratégies publics caractérisant ce secteur. L'analyse fine et rigoureuse de l'évolution du discours associatif par rapport aux questions de l'environnement en général et celles du développement durable en particulier, laisse voire qu'une tendance de rendre « savant » et « expert » les propos comme les positions des acteurs associatifs s'est traduite par une forte « dépolitisation » du débat public sur ces questions. *« La figure de l'expert, qui est à l'interface de la connaissance et de l'élaboration de recommandations destinées aux autorités publiques, se trouve au cœur du débat public et médiatique »* (Boutrais, 2015, p.252).

Eu égard à l'expertise qui fonde les décisions publiques, l'AESVT développe des savoirs scientifiques qui se matérialisent par la production de rapports et de contributions scientifiques, la production et la publication d'études et d'outils pédagogiques d'éducation à l'environnement et au développement durable, l'organisation de sessions de formation et de rencontres scientifiques sur les questions environnementales, la conception d'expositions scientifiques et environnementales, etc. La science, qui a été à la base de la création de l'association, constituée en grande partie d'enseignants, devient ainsi une vraie ressource pour l'action citoyenne.

Conclusion

La vitalité du secteur associatif marocain autour des questions qui lient l'éducation à l'environnement et au développement durable est révélatrice de la grande capacité fédératrice de l'EEDD en termes d'actions collectives. Les approches d'intervention qui caractérisent les actions menées par la société civile marocaine ont, dans ce sens, notablement évolué pour accompagner, de manière innovante, les changements qui touchent le contexte national et international.

De fortes relations de complémentarité s'opèrent désormais entre les pouvoirs publics et la société civile, en vue de mettre en œuvre les actions d'EEDD. Les associations peuvent, donc, jouer le rôle de prestataires de services pour le compte des pouvoirs publics à travers des relations de partenariat, et se transforment, au vu de leur expérience dans le domaine, en un véritable cercle d'expertise dont les domaines d'intervention doivent suivre le schéma national, et dépendent souvent de projets et de financements nationaux et internationaux.

Ceci-dit, toutes les actions d'EEDD s'intègrent dans un cadre général orienté par la volonté des pouvoirs publics de contrôler cette dynamique en vue de répondre aux prescriptions internationales en la matière. Quoique, dans l'absence d'une vision stratégique globale de l'EEDD au Maroc, celle-ci reste tout de même une question disparate, essentiellement par la division des tâches et des prérogatives entre les différents départements ministériels et entre ceux-ci et les autres parties prenantes, dont la société civile.

Au niveau de cet article, nous nous sommes arrêtés sur le cas de l'AESVT, qui nous a permis de montrer à quel point l'association a pu développer son expertise et institutionnaliser son action en rapport avec ce domaine. Celle-ci a pu se transformer, en peu de temps, en un véritable expert entretenant avec les différentes parties prenantes de fortes relations de complémentarité.

D'une manière générale au Maroc, face aux enjeux d'environnement et de développement durable et au rôle stratégique de l'éducation dans ce sens, les acteurs de la société civile se positionnent essentiellement en tant qu'acteur d'allègement de l'État qui, face à des « méga-problèmes », tels la problématique environnementale et de développement durable, que lui seul ne peut régler, « *la société civile remplit ainsi des obligations sociales qui dépassent la famille,*

mais qui, en même temps, ne sont pas du tout - ou pas suffisamment - pris en compte par les formes de représentation des intérêts des organisations établies, et que, par ailleurs, ni le marché, ni l'Etat, ne peuvent résoudre correctement » (Cvetek et Daiber, 2009, p.11).

Références bibliographiques

Bakhella, Widad Jodie (2017). *Perceptions et pratiques de l'Education au Développement Durable au Maroc. Le cas de l'Université Mohammed V de Rabat* (thèse de doctorat). Université Mohammed V de Rabat, Faculté des Sciences de l'Education, Rabat.

Bakhella, Widad Jodie (2017). L'Éducation au Développement Durable : Une nouvelle dynamique en question, *Doctoriales Attadriss Cahiers de recherche*, n°1, Rabat : Faculté des Sciences de l'Education, Université Mohamed V de Rabat, pp.8-19

Birouk, Abdelouahad et Menioui, Mohammed (2007). Diagnostic en matière de Sensibilisation et d'Éducation Environnementales au Maroc. *Projet de Renforcement des capacités nationales en matière d'éducation et de sensibilisation à l'environnement dans les domaines de la biodiversité, des changements climatiques et de la lutte contre la désertification*, Forum de la citoyenneté, UE, Enda Maghreb.

Boutrais, Régine (2015). La construction d'un problème public : les associations de santé environnementale, dans Jean-Louis Laville et Anne Salmon (sous la direction de), *Associations et Action publique*, Paris, Desclée de Brouwer, pp. 237-261.

Royaume du Maroc, la commission spéciale de l'éducation et de la formation (1999), *La charte nationale de l'éducation et de la formation*, Maroc.

Cvetek, Nina et Daiber, Friedel (2009). *Qu'est-ce que la société civile ?*, KMF-CNOE, en partenariat avec la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES).

El Hachimi, Mohamed (2014). *Société civile et démocratisation au Maroc, le grand malentendu*, IEMed / EuroMeSCo.

El Houdaigui, Rachid (2004). La Société civile au Maroc, *Séminaire Conjoint CAFRAD/OFPA sur la Clarification des Missions de l'État, de la Société Civile et du Secteur Privé dans la Gouvernance Economique et la lutte contre la Pauvreté en Afrique*.

Ennaji, Moha (2010). *La société civile transforme le Maroc*, [en ligne], URL : <http://www.afrik.com/article20301.html>

Gandolfi, Paola (2003). La société civile au Maroc : signification et issues de changement sociale et politique, *FourthMediterranean Social and PoliticalResearch Meeting, Florence-Montecatini Terme, 19-23 mars*.

Girault, Yves ; Quertier, Élisabeth ; Fortin-Debart, Cécile et Maris Virginie (2008), L'éducation relative à l'environnement dans une perspective sociale d'écocitoyenneté. Réflexion autour de l'enseignement de la biodiversité, dans Cécile Gardiès, Isabelle Fabre, Christine Ducamp et Virginie Albe (sous la direction de), *Éducation à l'information et éducation aux sciences : quelles formes scolaires ?*, Rencontres Toulouse Educagro. Enfa. pp.87-120.

Girault, Yves et Fortin-Debart, Cécile (2006). *État des lieux et des perspectives en matière d'Éducation Relative à l'Environnement à l'échelle nationale*, USM Muséologie et médiation des sciences Muséum National d'Histoire Naturelle, Paris, France.

Gautier, Pirotte (2010), La notion de société civile dans les politiques et pratiques du développement, *Revue de la régulation* [En ligne], n°7 | 1er semestre, URL : <http://journals.openedition.org/regulation/7787> ; DOI : 10.4000/regulation.7787

Khzami, Salah Edine et Ben-Fares, Samiha (2009). L'environnement et l'éducation à l'environnement : conceptions d'enseignants du primaire et du secondaire, *RADISMA*, n° 4, [En ligne]. URL : <http://www.radisma.info/document.php?id=748>. ISSN 1990-3219

Laville, Jean-Louis et Salmon, Anne (2015) (sous la direction de). *Associations et Action publique*, Desclée de Brouwer, Paris.

Linossier, Dominique ; Cabourg, Laurent et Rachidi, Hicham (2014). Etude sur les opérateurs de formation intervenant dans le renforcement de capacités des organisations de la société civile (OSC) au Maroc?, *Rapport final, Union Européenne*, EUROPEAID/132304/C/SER/MA

Mengad, Siham (2014). Maroc : Quelle société civile ?, *Libre Afrique* [En ligne], URL : <http://www.librefrique.org/print/1800>

Ouard, Abdelmalek (2014). État et recomposition de la société civile au Maroc, communication présentée lors du colloque : *Espaces publics au Maghreb CRASC Oran 15-16 et 17 Mars 2011*.

Sadik, Youssef (2015a). Les combinatoires associatives au Maroc : une critique des typologies dominantes, dans Jean-Louis Laville et Anne Salmon (sous la direction de), *Associations et Action publique*, Paris, Desclée de Brouwer, pp. 291-315.

Sadik, Youssef (2015b). *La révolution improbable. Etude des dynamiques protestataires et révolutionnaires dans le Monde arabe* (Sous la direction), Rabat, publications de la Faculté des Sciences de l'Education.

Sauvé, Lucie (1997). Pour une éducation relative à l'environnement : Éléments de design pédagogique, *Guide de développement professionnel à l'intention des éducateurs*, Montréal : Guérin - Eska, 2e édition, 361 p.

Slali, Hamid ; El Hajjami, Abdelkrim et Essafi, Khadija (2010), L'Éducation Relative à l'Environnement (ERE) au Maroc : entre l'institutionnalisation et l'opérationnalisation pédagogique : Une analyse critique, *RADISMA*, n°6, URL : <http://www.radisma.info/document.php?id=1095>. ISSN 1990-3219